

Budget principal des dépenses, 1983-1984

Mlle Carney: Monsieur le Président, je voudrais poser une autre question au président du Conseil du Trésor. Je comprends qu'il éprouve certaines difficultés à faire des prévisions ponctuelles. Ce que je ne comprends pas, cependant, c'est la difficulté que les ministériels semblent avoir à s'entendre sur leurs chiffres. Le député de Kamloops-Shuswap (M. Riis) a déjà parlé de l'écart dans les chiffres annoncés pour le programme d'emploi et je voudrais pour ma part parler de la différence dans les chiffres qui ont été cités à propos du programme de logement.

Les prévisions indiquent une augmentation considérable du budget de la Société canadienne d'hypothèques et de logement cette année d'environ 482 millions de dollars. Dans son Livre bleu, le gouvernement indique que, là-dessus, 122 millions de dollars serviront à aider ceux qui achètent une maison pour la première fois à profiter du programme d'aide gouvernemental. Dans sa déclaration la semaine dernière, le ministre des Finances (M. Lalonde) a pour sa part parlé de 240 millions de dollars. Le chiffre a donc augmenté de 120 millions de dollars dans l'espace de quelques jours. Le ministre peut-il expliquer à la Chambre pourquoi le gouvernement ne peut pas fournir des chiffres plus précis à propos de certains de ses programmes de dépenses?

M. Malone: Qu'est-ce qu'un million?

M. Blenkarn: Qu'est-ce que cent millions?

M. Gray: Monsieur le Président, il me semble qu'il est d'usage d'adresser les questions qui portent sur des programmes précis au ministre dont relèvent ces programmes. Je rappelle cependant à l'honorable représentante qu'après le dépôt du budget principal des dépenses de 1982-1983 l'année dernière, il y a eu la présentation du budget de juin et la déclaration économique d'octobre qui proposaient au Parlement d'augmenter sensiblement les dépenses dans certains domaines, notamment celui du logement. L'honorable représentante devrait en tenir compte lorsqu'elle compare les chiffres des dépenses prévues.

Mlle Carney: Monsieur le Président, je voudrais poser une autre question au président du Conseil du Trésor. Je ne veux pas parler des chiffres à plusieurs mois d'intervalle. Je veux parler de l'écart entre les chiffres annoncés par le gouvernement à quelques jours d'intervalle parce que cela indique que nous ne pouvons pas nous fier aux prévisions du gouvernement.

Selon les prévisions du Bureau du Conseil privé, le gouvernement consacrera cette année environ 4 milliards de dollars à des commissions d'enquête, groupes de travail et autres entreprises semblables.

M. Gray: Quatre milliards?

Mlle Carney: Quelle est la proportion de cette somme qui servira à la Commission Macdonald, chargée d'étudier l'économie?

M. Gray: L'honorable représentante a-t-elle dit 4 milliards ou 4 millions?

Mlle Carney: Quatre milliards. C'est ce qui figure dans mes notes, mais je vais vérifier dans le Budget des dépenses.

M. Gray: D'accord. Je crois effectivement que l'honorable représentante devrait vérifier. L'essentiel des crédits nécessaires pour la Commission Macdonald figureront dans les budgets supplémentaires. Au cours de la période de questions, j'espère pouvoir lui dire combien le budget des dépenses prévoit pour cette commission.

• (1610)

M. Beatty: Monsieur le Président, j'aimerais que le ministre nous dise combien le gouvernement dépense pour la propagande cette année. Il sait que, à la page 15 des documents budgétaires de juin dernier, on indique que les ministères dépenseront 30 millions de dollars de moins pour les publications et la publicité, soit 15 millions pour chacune des années financières 1982-1983 et 1983-1984.

Étant donné que, à la page 1-48 du budget des dépenses, sous la rubrique «Information», l'écart entre 1982-1983 et 1983-1984 n'est que d'environ 5.5 millions, le ministre pourrait-il nous dire ce qu'il est advenu des autres 24.5 millions que l'ancien ministre des Finances devait retrancher du budget de propagande?

M. Gray: Monsieur le Président, je n'accepte pas le terme «propagande». Le gouvernement fait de la publicité pour ses programmes afin d'informer le public, tout comme les gouvernements conservateurs d'Ontario et d'Alberta. Mon ami ne s'est jamais plaint de la publicité de ces provinces, même si elle est souvent beaucoup plus poussée que celle du gouvernement fédéral.

Je fournirai de plus amples renseignements au député en réponse à sa question. Je peux lui dire que nous essayons de sabrer dans les dépenses publicitaires et que, si mes efforts sont couronnés de succès, les compressions seront plus fortes que ne le révèle le Livre bleu.

M. Beatty: Monsieur le Président, ces données figurent dans le budget présenté en juin par l'ancien ministre des Finances. Le président du Conseil du Trésor (M. Gray) est-il en train de dire à la Chambre qu'il n'a pas examiné méticuleusement toutes ces données gouvernementales sur l'information, la propagande, la publicité et les publications—à lui de choisir le terme qu'il préfère—et qu'il ne s'est pas donné la peine de vérifier si on a retranché les 30 millions promis dans le budget de juin? S'il l'a fait, où sont les autres 24.5 millions de dollars?

M. Gray: Monsieur le Président, non seulement je vois à ce que les dispositions du budget de juin soient suivies à la lettre, mais j'étudie aussi la possibilité de sabrer davantage. Je finirai par avoir des résultats concrets et j'espère que le député lui-même sera un des premiers à m'en féliciter.

M. Wright: Monsieur le Président, je voudrais poser une question au président du Conseil du Trésor (M. Gray). Au tableau 5, à la page 1-49, les prévisions sous la rubrique «Toutes autres dépenses» atteignent 7.5 milliards de dollars pour 1983-1984, contre 3.5 milliards pour 1982-1983. Il s'agit d'une augmentation de 88 p. 100, monsieur le Président. Étant donné que le taux d'inflation est d'environ 8.3 p. 100, comment le ministre explique-t-il cette forte augmentation?